

Rapport

Conférence Internationale sur la Gouvernance Stratégique en Afrique
Thème : L'Afrique face aux défis du changement du paradigme
géostratégique et de l'émergence du nouvel ordre mondial
2 Juin 2022 à la Bourse du Travail de Paris.

Organisée par l'Institut Mandela en collaboration avec

INSTITUT MANDELA
MANDELA INSTITUTE



Le monde change et nous devons changer avec lui



GAMO



LaRAD

Laboratoire de Recherches et
d'Actions Diplomatiques



Centre de Concertation et de Dialogue des Méditerranéens en Afrique
CCDMD



RAPEC

Réseau
africain des
promoteurs et
entrepreneurs
culturels africains



AFRIQUE

EN PERSPECTIVES

Conférence Internationale sur la Gouvernance Stratégique en Afrique

Thème : L'Afrique face aux défis du changement du paradigme géostratégique et de l'émergence du nouvel ordre mondial

Discours d'ouverture par :

- Son Excellence Monsieur Amadou Opa THIAM, Ambassadeur, Délégué Permanent du Mali auprès de l'UNESCO
- Son Excellence Monsieur Cheikhna Nenni Moulaye Zeine, Ambassadeur, Délégué Permanent de la République Islamique de Mauritanie auprès de l'UNESCO
- Dr. Paul Kananura, Président de l'Institut Mandela

Modérateurs :

- Mr John Ayité Dossavi, Président et fondateur du l'ONG RAPEC, Fondateur de la Journée Mondiale de la Culture Africaine et Afro descendante (JMCA) et Membre d'honneur du Cités et Gouvernements Locaux Unies d'Afrique (CGLU Afrique)
- Dr. Ousmane Sao, Président du Cadre de Concertation et de Dialogue des Mauritaniens de la Diaspora

Sujets et Intervenants :

- *L'Afrique face à ses responsabilités et ses contraintes géostratégiques*
Pr David Johnson, Polytechnicien, Professeur de Stratégie à l'Université de Paris Est
- *L'Afrique face au nouvel ordre mondial en gestation*
Ambassadeur Ezzeddine Zayani, Ancien Ambassadeur, Expert de l'UA, Président du Centre Tunisien des Etudes sur la Sécurité Globale
- *La déstabilisation de la Corne de l'Afrique préfigure l'implosion de l'Afrique (crises en Somalie, Sud-Soudan, Soudan, Ethiopie, en continuité du Tchad, RCA et RDC) ?*
Me Jemal M. Taleb, Ambassadeur itinérant de Mauritanie
- *L'Afrique face aux menaces sécuritaires dans un contexte de fracture géopolitique du monde*
Dr. Paul Kananura, Président de l'Institut Mandela
- *Manifestations populaires, Coup d'Etats militaires et Transitions politiques en Afrique de l'Ouest : la démocratie en question*
Mr Cheikh Sidil Khair MBAYE, Journaliste, Fondateur de IAHT Education Start up, Institut Africain des Hardwares et des Technologies
- *La nécessité de l'émergence d'une nouvelle Jeune Élite Africaine face aux défis du changement de paradigme géostratégique et de l'émergence du nouvel ordre mondial*
Mr Lagrange Fidèle SINMENOU AGNANKPE, Spécialiste en Intelligence Stratégique, Communication et Diplomatie, Fondateur et Directeur Exécutif du Laboratoire de Recherches et d'Actions Diplomatiques (LaRAD)
- *Recomposition géopolitique du Monde sous le regard impuissant de l'Afrique*
Cinquième contribution de l'Institut Mandela

Résumé

Dans la quatrième contribution de l'Institut Mandela sur « Repenser la gouvernance africaine post-Covid-19 », nous nous sommes posé une question profonde : l'Afrique est riche, mais pourquoi les Africains sont-ils pauvres dans plusieurs domaines ?

La réponse est simple : C'est à cause de la dépendance politique, du déficit d'agenda stratégique, du manque de volonté de puissance, de l'endettement chronique et de la mauvaise gouvernance de ressources naturelles qui empêchent l'investissement productif et industriel.

L'Union africaine, la multitude des entités régionales et les États africains sont, en grande partie, financés par l'extérieur et ne peuvent pas prendre des décisions autonomes et souveraines de développement stratégique et collectif. Toutes nos contributions visent à proposer des échelles cohérentes de transition institutionnelle, coordonnées à l'échelle continentale, pour poser les bases de la gouvernance optimale du continent : le fédéralisme des États africains, pensé et idéalisé par Nkrumah, Lumumba, Kadhafi, Cheikh Anta Diop, Samir Amin, Marcien Towa,.... Et les thèmes de la Conférence Internationale sur la Gouvernance Stratégique en Afrique s'inscrivent dans cette dynamique de pensée collective de se concentrer sur nos propres intérêts afin de bâtir un pôle géopolitique souverain sans ingérence et de devenir un acteur de la marche civilisationnelle du monde.

L'année 2022 est une année décisive du grand basculement du monde, où l'émergence du nouvel ordre mondial et la multipolarité dans les relations internationales sont devenus irréversibles voire la norme. La concurrence des puissances traditionnelles et émergentes pour contrôler les ressources naturelles africaines constitue le principal défi pour la sécurité de l'Afrique. Chacune veut conserver et/ou conquérir sa zone d'influence. La militarisation extérieure très excessive de l'Afrique est incompatible avec le développement de petits États souverains et le renforcement de la défense nationale pour protéger des décisions de souveraineté, l'intégrité territoriale et le peuple. Certaines zones se transforment en régions d'« intérêts vitaux » de concurrence internationale acharnée, non seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue militaire lorsque les méthodes diplomatiques ne peuvent plus être utiles. Cette dynamique explosive va accroître des risques d'une conflagration africaine (prolifération des guerres hybrides, exodes des populations, propagation des virus, aggravation des crises politique, sociale, économique et alimentaire,...) et de conflits asymétriques qui menacent même l'existence des Africains en tant que peuples.

Aujourd'hui, le monde subit une profonde reconfiguration géostratégique pour laquelle l'Afrique pourrait être la première victime des rivalités stratégiques y relatives. Cette situation serait en mesure de provoquer une double catastrophe sécuritaire et géopolitique jamais observée. Elle est le seul continent dont la voix et la présence sur la scène internationale ne sont pas prises en compte. L'élite africaine en déficit d'objectif, d'agenda et de pensée stratégique n'a pas encore intégré parfaitement que nous sommes dans un monde où les nouveaux rapports géostratégiques sont marqués par la concurrence brutale que se livrent des puissances dans la course au leadership mondial. Ces jeux et enjeux déterminent la vie des Africains sans eux, c'est-à-dire sans tenir compte de leur avis. L'arrivée du pôle Eurasie dans la course pour la gouvernance mondiale laisse les Africains se concentrer sur une analyse légère : la puissance mondiale a quitté les rives de l'Atlantique pour s'installer sur les rives du Pacifique. Cette conception naïve de la réalité géopolitique n'est pas de nature à susciter une affirmation de l'influence comme condition nécessaire à l'émancipation des peuples et à la souveraineté du continent. Il est temps pour l'Afrique de choisir ses partenaires sans en faire des maîtres.

L’Afrique face aux défis du changement du paradigme géostratégique et de l’émergence du nouvel ordre mondial

« C’est le moment où les choses changent. Il va y avoir un Nouvel Ordre Mondial et nous devons le diriger. Et nous devons unir le reste du monde libre pour le faire », Président Joe Biden, 21 mars 2022.

Gouverner, c’est prévoir ; il faut savoir pour prévoir ; il faut prévoir pour prévenir, anticiper et agir. C’est sur cette philosophie de gouvernance stratégique chère à l’Institut Mandela que nous avons organisé, le 2 juin 2022 à la Bourse du Travail de Paris, la **Conférence Internationale sur la Gouvernance Stratégique en Afrique ayant pour thème « L’Afrique face aux défis du changement du paradigme géostratégique et de l’émergence du nouvel ordre mondial »**. Penser que la réflexion avant l’action est un luxe que l’élite politique africaine ne peut pas se permettre est une erreur stratégique.

Dans son discours d’ouverture, Son Excellence Monsieur Amadou Opa THIAM, Ambassadeur, Délégué Permanent du Mali auprès de l’UNESCO, a remercié l’Institut Mandela pour cette adresse solennelle en ouverture de la conférence pour prolonger les nombreuses et heureuses initiatives de l’Institut en matière de réflexion sur les grands enjeux du continent. Il a souligné que le continent africain fait face, de plus en plus, à de nombreux et nouveaux défis. Ces derniers doivent induire un changement d’approche du paradigme géostratégique dans la perspective d’une place à part entière dans le nouvel ordre mondial qui se bâtit. Les manifestations qui se multiplient çà et là, attestent suffisamment du fait qu’un vent nouveau est en train de souffler sur le continent. Celui-ci consiste à porter des revendications justifiées d’un besoin du renouveau dans les relations inter-Etats, dans le but de parachever l’indépendance du continent.

Il a expliqué que la chute du Mur de Berlin, qui a mis fin à la confrontation idéologique entre les deux blocs politiques, et la Conférence de La Baule, encourageant les Etats africains à l’ouverture politique, ont apporté le vent de la démocratie des années 1990, poussé par la farouche lutte des peuples et les espoirs démocratiques des conférences nationales souveraines. Trente ans après l’avènement de la démocratie, le continent continue de faire face à de nouvelles secousses de gouvernances inadaptées et non vertueuses, portant ainsi les germes de nouveaux types de conflits. Les élections bâclées engendrant de récurrentes contestations réprimées dans la violence ont ouvert un cycle d’instabilité qui a énormément contribué à fragiliser l’Etat de droit et les institutions démocratiques en construction. Aussi, la justice, pierre angulaire de l’Etat de droit, n’a pas toujours été à hauteur des attentes, créant par conséquent des frustrations qui se sont parfois exprimées de manière très violente. Il est dès lors admis de s’interroger, si toutefois, la voie prise par la démocratie africaine est celle qui correspond au mieux, aux aspirations des peuples d’Afrique.

Le Mali qui, nonobstant de réels acquis démocratiques, fait face à de multiples défis liés à la crise multidimensionnelle qu’il traverse dont la complexité exige des analyses apaisées combinées du pragmatisme pour l’ensemble de ses acteurs, amis et partenaires avec un esprit fondé sur des règles plus équitables et des principes de respect mutuel à la base des relations internationales.

L'Afrique est à la croisée des chemins. La révolution technologique, accélérée par les réseaux sociaux, a servi d'arme indiscutable à la jeunesse pour exprimer son ras-le-bol, voire en découdre avec des systèmes désuets. Il n'est pas exagéré d'affirmer que le Printemps arabe est né de la connexion des réseaux sociaux avec la maestria d'une jeunesse décomplexée. Les mouvements de jeunesse consciente qui secouent le joug du néolibéralisme, contestent la mauvaise gouvernance et dénoncent la corruption, sont de plus en plus exigeants et puissants, en termes de capacité de mobilisation et de message de changement. Ils caractérisent aujourd'hui le nouveau visage de l'Afrique qui exprime ce que la convenance diplomatique n'autorise pas. Malgré les défis du chômage, de la corruption, d'un leadership politique inamovible et de la violence politique, de nombreux jeunes africains ont trouvé des voies constructives, afin de promouvoir la paix et une gouvernance efficace, ainsi que des réformes pertinentes avec des impacts positifs.

Il a terminé son discours en revenant sur la jeunesse africaine dont l'admirable vitalité s'observe à travers la création des PMI, PME, de start-ups, d'applications dans les domaines de l'innovation et de la recherche en dépit des multiples contraintes et des difficultés d'accès au financement. Si les femmes et les jeunes sont épanouis, nos sociétés seront plus stables. Il est intimement convaincu et persuadé que, par cette Conférence, « nous plantons les graines de l'espoir afin que pousse l'éternel arbre de la paix, des équilibres et de l'entente des peuples ».

Dans son discours d'ouverture, Son Excellence Monsieur Cheikhna Nenni Moulaye Zeine, Ambassadeur, Délégué Permanent de la République Islamique de Mauritanie auprès de l'UNESCO, a présenté des hommages aux organisateurs pour cette marque d'estime, d'autant plus que l'Institut Mandela avait distingué du Prix de Grandes Valeurs Africaines, à son Excellence Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République Islamique de Mauritanie, pour la gestion exemplaire de la pandémie de la Covid-19 en 2020-2021. Très touchés par cette distinction, SEM. Le Président de la République et son Gouvernement, entendent maintenir les efforts (y relatifs) pour lutter contre la pandémie.

Il a souligné que le choix du thème de la conférence « l'Afrique face aux défis du changement du paradigme géostratégique et de l'émergence du nouvel ordre mondial » fait écho à la situation actuelle dans le monde et répond tout à fait aux défis auxquels l'Afrique et les Africains font face. « Je suis persuadé que les éminents intervenants professeurs et ambassadeurs aideront notre continent -berceau de l'humanité- à trouver certaines réponses à « *cet énorme point d'interrogation que dessine l'Afrique sur la carte du monde* » dit. Feu Mokhtar Ould Daddah, notre premier Président ».

« Comme idées liminaires, je crois que notre continent pour trouver sa place dans le nouvel ordre mondial qui se dessine avec la guerre entre la Russie et l'Ukraine le duel américain et chinois en Asie, devrait relever les défis de la gouvernance politique, économique et sécuritaire. Pour la gouvernance politique, les gouvernements africains devraient renforcer le pluralisme et la participation des jeunes et des femmes à la prise des décisions. Quant à la gouvernance économique, il est temps que les Africains gèrent de façon rationnelle, juste et équitable leurs innombrables richesses et n'acceptent que des partenariats gagnant-gagnant. Pour relever définitivement ce défi et consécutivement à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, le continent à travers l'Union Africaine et les institutions spécialisées devrait penser à une stratégie d'autosuffisance alimentaire. Pour relever le défi sécuritaire, il va falloir travailler

pour éteindre les multiples conflits armés et lutter efficacement contre le terrorisme. Face à ce défi complexe, les États concernés devraient adopter une approche intégrée et globale, ne se limitant pas à la seule dimension militaire, car la dimension idéologique est importante, du fait que la pensée extrémiste trouve dans mal gouvernance, la fragilité des conditions sociales, l'injustice, la pauvreté, l'ignorance et le chômage, un environnement propice à sa croissance et à sa propagation. Je suis convaincu que le plan d'action, les stratégies, les initiatives et les recommandations qui sortiront des discussions vont contribuer à relever les multiples défis en Afrique ».

Dr. Paul KANANURA, Président de l'Institut Mandela, résume l'esprit de la conférence à partir d'un constat : depuis une dizaine d'années, nous observons une fracture géopolitique et une contestation de la domination mondiale unipolaire. Les prémices du nouvel ordre mondial sont entrain de s'esquisser sous nos yeux, avec le glissement du monopole de « l'ordre international, fondé sur des règles stabilisatrices » au multilatéralisme imprévisible basé sur des coopérations souveraines des pays. Les dix prochaines années ne ressembleront nullement aux dix dernières années, caractérisées seulement par une contestation verbale du leadership mondial. La nouvelle dynamique sera de plus en plus militaire et le Président Macron ne s'y trompe pas en décalant que « la Russie a commencé un nouveau type de guerre mondiale hybride, au moment où elle a décidé que l'information, l'énergie et l'alimentation étaient des instruments militaires ». Il faudra ajouter que les sanctions occidentales pour provoquer l'effondrement de la Russie et ralentir l'expansion chinoise, rentrent parfaitement dans cette stratégie d'hybridation. Au moment où Ukraine et Taïwan cristallisent des préoccupations mondiales concernant les risques de guerre mondiale nucléaire, il faut garder à l'esprit que les tensions au Moyen-Orient alimentent un théâtre explosif de guerre régionale catastrophique avec des implications internationales. Les puissances commencent à se repositionner pour aborder ce grand basculement du monde avec une soudaine flambée de tensions de portée planétaire. C'est dans une approche qui consiste à repenser global, que l'Institut Mandela, fidèle à sa vocation d'éclairer le continent sur les enjeux et défis globaux, a programmé cette conférence internationale sur « **L'Afrique face aux défis du changement du paradigme géostratégique et de l'émergence du nouvel ordre mondial** ». Avec le changement géopolitique où les enjeux internationaux se redéfinissent, les relations d'influence s'ajustent et les défis géostratégiques s'exacerbent. Une telle conférence réflexive s'impose aux élites africaines, qui doivent affirmer leur leadership et éclairer l'opinion continentale sur les enjeux mondiaux, où chacun doit jouer sa partition pour ne pas disparaître collectivement.

La géopolitique est cynique : quand on se trompe de combat, on le paye de génération en génération. La structure mondiale est en train de changer, l'Afrique ne peut de ce fait rester de marbre face à cela. Il est temps de corriger la désintégration territoriale, communautaire, psychologique, morale et matérielle des peuples africains orchestrée par la colonisation. Il faut éviter des tactiques risquées et des habitudes infantiles qui font toujours que l'Afrique soit un dommage collatéral. La vraie politique, c'est d'imaginer des pistes du futur et d'accompagner l'opinion publique dans son cheminement vers le futur désirable à créer. Nous devons anticiper cette dynamique de chambardement mondial avec une réflexion pointue sur des PARADIGMES, des APPROCHES et de NOUVEAUX CONCEPTS de géopolitique, de géostratégie et des relations internationales, pour éviter une nouvelle surprise stratégique pour l'Afrique qui a déjà subi sans réagir les razzias, l'esclavage, la colonisation et la mondialisation. Et d'ailleurs, la technogéopolitique est le nouveau concept qui désigne la formule du pouvoir sur le nouvel ordre mondial. Il est temps de changer les règles du jeu en Afrique, pour poursuivre la marche du monde.

L'Afrique face à ses responsabilités et ses contraintes géostratégiques

Pr David Johnson, Polytechnicien, Professeur de Stratégie à l'Université de Paris Est

Pr David Johnson prône une Afrique en position de pôle civilisationnel et industriel autonome. Dans cette vision, la fin des sphères d'influence en Afrique est un impératif géostratégique et un principe non négociable d'affirmation de souveraineté et de la dignité pour bâtir une économie puissante et prospère. Ni les responsables ou Etats africains ne saccagent les nations ou menacent la sécurité et la paix internationales. Pourquoi l'Afrique est-elle victime de ces méfaits ? Les clauses d'intervention, de coopération ou de partenariat n'ont jamais été en faveur des Africains. La question de responsabilités est posée avec acuité pour les dirigeants africains qui se contentent de diplomatie de mendicité. Et les peuples sont fatigués des échecs d'intervention militaire extérieure et des missions onusiennes très inefficaces. L'utilité de l'ONU dans les missions pléthoriques de maintien de la paix, de sécurisation des populations civiles et de résolution des conflits en Afrique est remise en cause de façon violente par les populations bénéficiaires qui ne veulent plus d'un mandat léger de stabilisation sans possibilité d'initiative offensive pour les protéger contre les agressions. C'est la fin d'une époque de bienveillance et l'avènement d'une ère d'exigence des résultats tangibles. La chasse des Casques bleus par les peuples indignés du Mali et de la RDC prouve à suffisance que la nouvelle ère ne supporte plus des institutions sclérosées et inopérantes. Les peuples africains appellent leurs dirigeants à prendre des responsabilités de les protéger et d'arrêter la complicité de leur malheur. Ils tolèrent de moins en moins leur soumission aveugle et arrogance inacceptable ainsi que la présence étrangère inefficace. La colère légitime des populations accélère et précipite parfois le changement des régimes d'une manière peu démocratique comme nous les avons observés en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée et Burkina Faso). Cette situation complexe fournit certainement le rouge manquant pour tester la capacité stratégique de la classe politique dirigeante africaine, habituée à la soumission et la servitude en échange de protection extérieure.

En sus de notre déficit de souveraineté, nos nations souffrent également de déficit de matières grises. Elles sont victimes de l'incompréhension arrogante du « bluff » à l'expertise qui fait profession de comprendre. Il appert donc que l'économie africaine est malmenée par l'expertologie extérieure. En matière de politique ou de management, une nation indépendante et souveraine ne peut et ne devrait aucunement être dépendante de la servitude volontaire ou en être à la botte. Elle doit être stricto sensu l'architecte et le maître d'œuvre de sa politique macroéconomique et stratégique. De surcroît, il y a une obligation de battre en brèche l'ultracréditarisme et l'ipsédixitisme sévissant quant à la monnaie, l'aide, l'investissement étranger, l'endettement, afin de mieux appréhender leur essence, permettant ainsi de concevoir l'épine dorsale inhérente à une approche stratégique permettant ainsi d'élaborer une réponse idoine nécessaire à la formulation des réponses à ces économies en déshérence et à ces économicides, depuis les demi-indépendances. Il est temps d'en finir avec la vassalité et la vassalisation politico-économique.

L'Afrique est une région stratégiquement plus importante du monde. Il n'y a que les responsables africains qui ne le savent pas ou qui ne la valorisent pas. Quand les Autres sont sur les batailles de puissance, nous sommes dans des considérations de sentiments, de lamentations et de solidarité. Notre premier problème est la réaction émotionnelle face aux

défis lancés contre nous. Cela concourt à notre incapacité à pouvoir prévenir, contenir ou éliminer les menaces internes et externes qui déstabilisent nos Etats. Cela fait en sorte que notre continent souffre de conditions économiques et géopolitiques très fragiles. Il nous faudra ouvrir ensemble des fronts d'influence ; sinon nous allons tous disparaître sans combattre. Les crises de Covid-19 et de guerre en Ukraine ont éclairé encore une fois les dépendances de l'Afrique qui n'a jamais pensé le monde en termes stratégiques. Le problème est que, même si nous sommes plusieurs à être conscients du danger, nous sommes toujours en minorité. Lorsqu'un dirigeant ignore l'existence d'une menace, essayer de lui expliquer la source de cette menace devient une perte de temps. Comment peuvent-ils voir la racine du problème s'ils ne savent même pas que le problème existe ? Nous sommes dans une situation de chaos délibérément conçue pour servir les intérêts de quelques privilégiés. Eroder les fondements de souveraineté nationale par les manifestations ou les menaces asymétriques fait plus de dégâts que l'assaut frontal à l'ancienne : un chaos est toujours exploitable.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie marque le début d'une nouvelle guerre froide qui provoque des changements radicaux dans la lutte pour la gouvernance mondiale. Ce conflit entraîne des changements dans la structure économique, financière et géopolitique du monde avec une évolution vers un système multipolaire. Cette situation est susceptible de favoriser des crises multiformes en Afrique. La loi américaine sur la lutte contre les activités malveillantes de la Russie en Afrique punit de facto les gouvernements africains qui apportent leur soutien aux activités russes. Cette psychose est, vraisemblablement, le signe d'une nouvelle guerre froide. Cette loi, en violation flagrante des souverainetés des États, est rejetée en bloc par les pays africains. Ces derniers dénoncent une mesure unilatérale et punitive d'un pays envers tout un continent. Il est inimaginable de contraindre un continent à une obéissance juridique venant des pays extérieurs. Une approche plus intelligente, le soft power, serait plus acceptable dans ce genre de situation.

Face à ces pratiques d'intimidation et de sanctions injustifiées, l'Afrique doit envisager une opposition ferme à cette loi égoïste. Elle doit de ce fait réaffirmer le principe de non-alignement à tout conflit extérieur au continent, qui recommande la position de neutralité. C'est ce principe qu'il convient d'appliquer au sujet de la guerre en Ukraine, ou du moins, de s'abstenir de prendre position par rapport aux sanctions contre la Russie. Rappelons que les Vingt-sept pays africains se sont limités à soutenir la résolution ES-11/1 alors que 17 se sont abstenus. Un seul (l'Érythrée) a voté contre, tandis que les autres étaient absents. Cela prouve à suffisance que les pays africains ne trouvent aucun intérêt dans cette guerre occidendo-russe. La neutralité est un bon choix dans un conflit de haute intensité géostratégique que certains dirigeants ne comprennent ni le jeu et encore moins les enjeux. Il n'est plus question d'obliger l'Afrique à choisir un camp contre un autre. Cela permet à ce continent d'éviter tout type de dangers y relatifs, car l'Afrique pourrait se retrouver prise au piège entre deux feux. Bien au contraire, il lui faut sortir de ce type de dilemme et terminer ainsi avec les bouleversements géopolitiques.

Nous vivons avec des institutions internationales du 20^{ème} siècle qui ne fonctionnent plus correctement : l'ONU est entre l'empathie et l'immobilisme. Le plaidoyer en faveur d'une refondation des organisations mondiales comme le Conseil de Sécurité des Nations Unies et les organisations financières de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale) est une nécessité pour permettre l'émergence de nouveaux équilibres dans un monde multipolaire. Il est temps d'inventer des structures qui guideront le multilatéralisme du 21^{ème} siècle. En effet, l'Afrique aspire à vivre un autre destin qui échappe à toutes sortes de dominations. Elle a le droit de se

positionner en fonction de ses intérêts, même si l'intensité des tensions s'intensifie. Cela contribuera à modifier durablement ses relations et ses rapports avec le monde extérieur. L'élite politique africaine ne doit plus céder à la manipulation quand elle prend les décisions de souveraineté pour construire un système politique et économique qui convient à l'Afrique et à la protection des Peuples africains, avec une stratégie intelligente en faveur de la paix, du bien-être des populations, de la défense des ressources stratégiques pour empêcher leur pillage et de la sécurité continentale.

L'Afrique face au nouvel ordre mondial en gestation

**Ambassadeur Ezzeddine Zayani, Ancien Ambassadeur, Expert de l'UA,
Président du Centre Tunisien des Etudes sur la Sécurité Globale**

L'Ambassadeur Ezzeddine Zayani décrit l'Afrique de tous les défis sans aucune perspective claire de faire face au Nouvel Ordre Mondial. L'Afrique est un continent qui couvre 6% de la superficie de la terre, soit 30,415 et 673 km². Il compte 1,4 milliard d'habitants. C'est le continent le plus riche de la planète en ressources avec des populations les plus pauvres économiquement. En effet, l'un des atouts du continent africain ce sont ses ressources naturelles, avec un sous-sol parmi les plus riches au monde. On y trouve de grandes quantités d'or, de diamants, d'uranium, de pétrole, de gaz naturel, de charbon, de cuivre, de fer, etc. Mais avec des chiffres révélateurs d'une Afrique vulnérable. De 1960 à 2000, 82 coups d'Etat ont eu lieu en Afrique. La guerre russo-ukrainienne a révélé la dépendance alimentaire inquiétante de l'Afrique, surtout pour le blé. Cette guerre a démontré que l'Afrique, en l'état actuel des choses, n'est pas en mesure de jouer les premiers rôles sur la scène internationale en pleine ébullition. Le déficit démocratique frappant, la corruption endémique, le népotisme, la mauvaise répartition des richesses et la désastreuse gouvernance font que des populations africaines soient les seules au monde à réclamer l'arrivée au pouvoir des militaires. L'insécurité demeure le maillon faible d'une Afrique qui comptera, selon les projections, 2,5 milliards d'habitants en 2050, dont plus de la moitié des jeunes de moins de 25 ans. Sur les 70 missions de maintien de la paix déployées par l'ONU dans le monde depuis 1945 jusqu'à nos jours, l'Afrique a eu 30 missions à elle seule. Sur les 16 missions déployées actuellement par l'ONU, 9 se trouvent en Afrique. Entre 2011 et 2016, 33600 Africains ont trouvé la mort à cause des conflits armés. Entre 2015 et 2021, 25 milles africains, émigrés clandestins, ont péri en mer méditerranée et au Sahara fuyant les guerres et les conséquences des changements climatiques.

Avec la superficie, la démographie et les 10 premiers minerais stratégiques du monde, l'influence de l'Afrique s'impose naturellement. Mais par manque de volonté et de vision collective de puissance, le géant est devenu le néant avalé par tout le monde. C'est aux jeunes africains de prendre conscience, d'assumer leurs responsabilités pour sauver leur continent et assurer ainsi à ses populations un mieux être possible.

La déstabilisation de la Corne de l'Afrique préfigure l'implosion de l'Afrique (crises en Somalie, Sud-Soudan, Soudan, Ethiopie, en continuité du Tchad, RCA et RDC)
Me Jemal M. Taleb, Ambassadeur itinérant de Mauritanie

Me Jemal M. Taleb réfute l'hypothèse d'implosion de l'Afrique, car la Corne de l'Afrique a des moyens nécessaires pour contrôler et surmonter toute forme de déstabilisation. Il souligne que l'Éthiopie, malgré des revendications tribales, est devenue un pays incontournable avec des projets prospectifs de développement dans la Corne de l'Afrique, qui confèrent un poids géopolitique et géostratégique très important dans une grande région de l'Afrique de l'Est.

La tendance géopolitique et économique va inexorablement vers un ordre mondial multipolaire, où l'Afrique sera malheureusement toujours absente. Le camp de l'unilatéralisme occidental autour des USA se confronte avec le camp multipolaire qui se construit autour du tandem Chine-Russie. Et l'Afrique navigue à vue comme une marionnette entre les deux camps aux intérêts opposés ; ce qui pose de nouveaux défis pour la sauvegarde des intérêts stratégiques en matière de souveraineté, de sécurité et de développement. Ces défis empêchent la paix sur le continent et vont accroître le chaos et l'instabilité sans pour autant provoquer l'implosion totale.

Le défi majeur pour les dirigeants africains est de gérer les bouleversements géopolitiques du monde tout en pensant à l'avenir. L'ingéniosité de gouvernance sera testée à travers la maîtrise des crises asymétriques et l'adaptation au nouvel ordre mondial. La capacité de résilience créera de nouvelles opportunités, tandis que la fragilité ouvrira des horizons dangereux.

Manifestations populaires, Coup d'Etats militaires et Transitions politiques en Afrique de l'Ouest : la démocratie en question

Mr Cheikh Sidil Khair MBAYE, Journaliste, Fondateur de IAHT Education Start up, Institut Africain des Hardwares et des Technologies

Le Journaliste Cheikh Sidil Khair MBAYE souligne que les peuples africains exigent le respect de la souveraineté et des valeurs africaines. Le piétinement de ce principe est à l'origine des mouvements populaires qui se sont soldés par des coups d'Etats militaires en Afrique de l'Ouest, notamment au Mali en août 2020, en Guinée Conakry en septembre 2021 et au Burkina Faso en janvier 2022. Une tentative de coup d'Etat s'est soldée par un échec en Guinée-Bissau en février 2022. Le temps d'installation des pouvoirs fantoches ou de maintenir au pouvoir l'élite politique auto-élue, profondément impopulaire et systématiquement corrompue, est révolu. L'effondrement politique des régimes mal élus, avec son cortège de processus imprévisible et chaotique, pose fondamentalement un double problème, celui de systématiser et d'idéaliser la démocratie occidentale en Afrique. L'élite politique africaine en est bien consciente, mais elle est trop occupée à poursuivre ses propres intérêts égoïstes, à savoir amasser les richesses.

La succession adaptative des systèmes d'indigénat, de colonisation soft, de néocolonialisme n'est plus adaptée aux aspirations de la jeunesse africaine connectée. Cette jeunesse veut écrire une nouvelle page de coopération avec l'Occident, basée sur le respect, le concret et le partenariat stratégique gagnant-gagnant. L'assistanat n'est plus adapté à la nouvelle vision du

monde, basée sur l'influence et la puissance. Les Africains tolèrent de moins en moins des ingérences extérieures et préfèrent la coopération respectueuse. Cette considération fait que la Turquie, la Chine et la Russie gagnent de plus en plus du terrain en Afrique, au détriment de l'Occident. Les pays africains doivent négocier très bien ce virage pour ne pas se retrouver encore enchaînés par des nouveaux maîtres de circonstance.

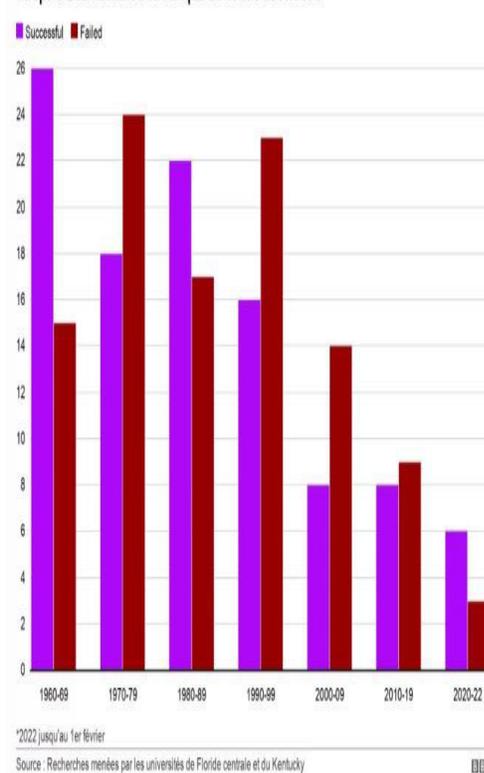
Le nouvel ordre politique pourra amplifier le défi d'instabilité politique de l'Afrique posé par le changement anticonstitutionnel des régimes. L'exportation de la démocratie occidentale en Afrique n'a pas engendré une maturité politique qui promet des modes gouvernance à même d'y conjurer les coups d'Etat militaires. Elle a ouvert un couloir d'instabilité politique qui reformule, de manière récurrente, la question de la démocratie, écartelée entre les manifestations populaires et les coups d'Etat militaires, sous l'angle de transitions politiques incertaines. A côté des coups d'Etat militaires, on enregistre des coups du pouvoir des civils qui provoquent des ruptures de stabilité politique avec des régimes qui gouvernent sans la volonté du peuple ni légitimité démocratique. Le coup de pouvoir est une manifestation de la mondialisation où des alliances supranationales finissent par s'étendre sur les biens et ressources nationaux par des intérêts privés qui assurent la conservation du pouvoir. Ce modèle de connivence comporte des germes de guerres civiles ou d'implosion par un renversement militaire, qui ont ainsi mené les différents coups du pouvoir du Président Alpha Condé à un coup d'Etat militaire.

Un peu d'histoire par une carte et un histogramme

Pays d'Afrique avec le plus grand nombre de coups d'État depuis 1952



Coups d'État militaires en Afrique au fil des décennies



Cette carte montre un tenant de 6 pays ouest-africains et deux autres îlots, à savoir la Guinée Bissau et la Sierra Leone où on enregistre, depuis 1952, 62 coups d'Etat. Le tenant du territoire de prédilection des coups d'état militaire, s'étend de la mer rouge à la façade

Atlantique. Cet échantillon est constitué des pays qui ont connu plus de sept coups d'Etat. On s'aperçoit que la cadence des coups d'Etat correspond au nombre d'élections qui aurait pu être organisé dans un régime démocratique.

L'histogramme montre une synthèse sur un demi-siècle de l'issue heureuse ou malheureuse des coups d'Etat avant de présenter par décennies, le succès ou l'échec des coups d'Etats. On voit une inversion en défaveur du succès des coups d'Etat. Depuis 2000, l'ampleur des coups d'Etat s'est tassée, mais depuis 2020, on se retrouve avec la situation des années 80 : plus de succès que d'échec des coups d'Etat.

« Globalement, l'Afrique a connu plus de coups d'État que tout autre continent. Sur les 13 coups d'État enregistrés dans le monde depuis 2017, tous sauf un - le Myanmar en février 2021 - ont eu lieu en Afrique » (Peter Mwai). Cela pose la question de la faillite d'un modèle démocratique (Danouma Ismaël Traoré) importé et caractérisé par l'échec des politiques publiques, alors que les populations ont besoin d'actes concrets (Fatma Bendhaou, 2022). L'Africanisation de la démocratie, théorisée et promue par l'Institut Mandela, sera une solution pour résoudre les crises politiques et institutionnelles en Afrique.

La nécessité de l'émergence d'une nouvelle Jeune Élite Africaine face aux défis du changement de paradigme géostratégique et de l'émergence du nouvel ordre mondial

Mr Lagrange Fidèle SINMENOU AGNANKPE, Spécialiste en Intelligence Stratégique, Communication et Diplomatie, Fondateur et Directeur Exécutif du Laboratoire de Recherches et d'Actions Diplomatiques (LaRAD)

La pandémie de Covid-19 est venue pour révéler la réalité des systèmes politiques, alimentaires, sociaux, environnementaux mondiaux. L'ère post Covid-19 est également celle de l'installation d'un nouvel ordre mondial. Elle sera utilisée pour repenser les fragilités et les priorités multisectorielles de l'Afrique. Il sera question de les soumettre à nos gouvernants pour un réel épanouissement des peuples africains. Les secteurs importants, comme ceux de l'éducation, de la santé et de l'alimentation, ont été exposés aux affres de la pandémie et le seront davantage avec le nouvel ordre mondial que nous voyons tous se mettre en place. Considérant les limites observées et causées par le manque de vision réaliste et surtout de prospective de plusieurs gouvernants africains, la mauvaise gouvernance, les professeurs, chercheurs, acteurs sociaux et politiques doivent œuvrer à repenser les stratégies géostratégiques nationales et panafricaines pour relever le continent.

Le LaRAD recommande vivement aux gouvernants africains de favoriser l'émergence d'une nouvelle Jeune Elite Politique et Scientifique pour répondre aux défis du changement de paradigme géostratégique et de l'émergence du nouvel ordre mondial. Il s'agit de travailler à construire, maintenir et à nourrir un dialogue constructif permanent entre les Gouvernants et les Jeunes Africains, afin de faire face ensemble, aux mutations et aux changements géopolitiques mondiaux, dans l'intérêt des peuples et du développement inclusif. La Jeunesse Africaine dont la démographie est et restera très élevée à long terme, a la lourde responsabilité de se préparer à prendre la relève. Pour cela, elle devra se donner elle-même les moyens y afférents comme l'ont fait les pères des indépendances.

L'Afrique face aux menaces sécuritaires dans un contexte de fracture géopolitique du monde

Dr. Paul Kananura, Président de l'Institut Mandela

Le continent est divisé en quatre zones par deux axes terroristes en communication et échange des combattants : Libye – Nigeria avec l'État islamique (EI) et Mauritanie – Somalie avec AQIM, EI, et El Shebab). À ces deux axes terroristes s'ajoutent les trois tectoniques jihadistes (Sinaï (Egypte), Beni (RDC) et Cape Delgado (Mozambique) pour entraîner l'Afrique dans un processus de somalisation et de domination par la terreur. Par ailleurs, le Jihad Islamique s'active aussi pour ouvrir un nouveau front terroriste dans les 10 pays qui composent la région du Sahel et de Golfe de Guinée.

Le terrorisme s'inscrit dans une logique de guerre de déstabilisation géopolitique qui s'appuie sur la formation des espaces conflictuels dans les pays dont les frontières sont tracées au crayon, sans tenir compte des réalités sociologiques et culturelles des peuples. L'application du principe romain « *diviser pour mieux régner* » est le pire cauchemar de l'Afrique. Il a créé des communautés qui déchaînaient le fondamentalisme religieux, le nationalisme étriqué, l'extrémisme et le séparatisme militants parrainés par l'étranger. Ces éléments amplifiés par le terrorisme sont potentiellement le plus grand obstacle et le plus grand danger pour le développement et la paix sur le continent. Il est entrain de se généraliser sur le continent avec des organisations fondamentalistes ayant pour but de faire régner la terreur et l'ambiance de peur aux autorités, afin de brader les matières premières au profit des prédateurs. L'Afrique doit élaborer une stratégie commune pour se défendre d'une menace existentielle.

Les groupes terroristes téléguidés et fortement armés sèment la terreur, le chaos et la misère en manipulant des jeunes fragiles sur des espaces riches en sous-sol et dans les sociétés pluriethniques. Au-delà de la lutte contre le terrorisme et des énormes enjeux économiques, l'Afrique est en réalité devenue le centre de gravité du jeu politico-stratégique des puissances mondiales, sous le sceau sécuritaire. Et les pays sahéliens, maillons faibles du continent, en sont la porte d'entrée par excellence. La bataille idéologico-stratégique pour le contrôle de la région du Sahel menace le continent africain et ses générations futures. Cette bataille militaire sans précédent qui regroupe toutes les armées du monde (57 pays contributeurs des troupes à la MINUSMA) suit une logique géostratégique consistant à quadriller la globalité de la région saharo-sahélienne (Abdelkader Abderrahmane, 2019). La fragilité face au terrorisme du Sud libyen et algérien, la vulnérabilité tunisienne et la métastase inquiétante des groupes terroristes vers le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Togo et d'autres pays de la région, mettent en évidence l'interdépendance du Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest face aux groupes violents et rendent caduque le processus de coordination et de coopération de Nouakchott du G5 Sahel qui méprisait ainsi leurs profondes interdépendances politiques, géographiques et sécuritaires.

La domination par la terreur s'appuie sur le terrorisme et les conflictualités téléguidées que je désigne par le « Triangle de Géocriminalité du Chaos ». Le TGC mélange les pratiques de déstabilisation et la stratégie du chaos, bien pensées par les prédateurs pour contrôler les ressources naturelles et stratégiques des pays fragiles.

A la tête du triangle se trouvent les prédateurs internationaux ; ils sont des véritables donneurs d'ordre et financiers des guerres hybrides par procuration. Ils déterminent les objectifs et les font exécuter par les commissionnaires africains pour déstabiliser l'Etat cible. A la base du triangle se trouvent les déstabilisateurs régionaux qui sont des commissionnaires pour

orchestrer les troubles et les seigneurs de guerre locaux qui sont des exécuteurs des salles besognes, pour permettre l'exploitation des richesses par les multinationales. Ce triangle géopolitique de déstabilisation de l'Afrique avec une stratégie du « chaos stabilisateur » pour l'exploitation illégale des matières premières, va désormais s'inscrire dans un cercle de rivalités géopolitiques des puissances historiques et émergentes. Et notre élite politique et intellectuelle pleurnicharde, sélectionnée par les tireurs de ficelles, dénonce le carnage sans obtenir le moindre résultat.

Tous les trois acteurs se protègent mutuellement à travers les mécanismes d'omerta, d'impunité et de narrative biaisée. A travers les journaux, ils imposent une narrative fautive, basée sur le syndrome hollandais qui stipule que « tous les espaces disposant des matières premières sont condamnés à l'instabilité ». Le problème, ce n'est pas la présence de ressources, mais plutôt le comportement des acteurs prédateurs et leur responsabilité. Dans un monde devenu de plus en plus multipolaire, cette justification des comportements déstabilisateurs par le syndrome hollandais ne sera plus tenable pour exonérer des responsabilités. Il est établi que la richesse du sous-sol d'un pays, énorme soit-elle, suscite des convoitises, tant de politiciens et divers groupements d'intérêt économique locaux que des pays voisins et de puissances étrangères.

Pour cela, il est nécessaire de briser le « Triangle de Géocriminalité du Chaos » pour la sécurité et la paix en Afrique. Dans cette dynamique, il faudra s'attaquer frontalement aux fragilités nationales pour construire la protection collective. L'anormalité sécuritaire africaine se révèle en cas de conflit armé ou terroriste où l'institution militaire perd tous ses repères. Tant que le commandement d'une armée est défaillant, il n'est pas surprenant de voir une débandade sur le terrain des opérations. Les Africains doivent arrêter de chercher en permanence des maîtres et des sauveurs extérieurs pour se donner des moyens humains et logistiques de protection de leur la Nation. Ils doivent fonctionner et se déterminer en fonction de leurs propres intérêts avec une vision de l'intérêt supérieur du pays.

Le défi sécuritaire est majeur. Ayant longtemps été organisées et formées pour faire face à des conflits socio-politiques, les armées africaines sont condamnées à revoir constamment leur stratégie pour répondre à des menaces asymétriques (terrorisme, crime organisé, prolifération, circulation d'armes, etc.). Avec les défis du terrorisme, de conflictualités, d'épidémies et de vaccination, nous approchons le point de catastrophe amérindienne et sommes dirigés par des non-stratèges de telle façon que la survie de la prochaine génération n'est pas garantie ni assurée. Il faut comprendre que tout conquérant est un criminel notoire. Toute concurrence géopolitique de contrôle des ressources naturelles cache une entreprise criminelle qui peut nous faire disparaître. Le grand défi existentialiste est de tout faire pour arrêter le processus catastrophique de penser « l'Afrique sans les Africains ».

Les forces de prédatations s'alimentent avec des conflits violents qui détruisent l'Afrique. La destruction du continent avec le terrorisme et l'extrémisme est une logique qui se profile à l'horizon. Dans cette logique asymétrique, nous devons nous préparer à des guerres de demain dont les théâtres d'opérations ne se gagnent plus uniquement avec la suprématie militaire et le contrôle du spectre électromagnétique. Aujourd'hui, nous sommes en face des compétiteurs stratégiques qui imposent une guerre hybride de haute intensité avec une multitude d'acteurs aux objectifs contradictoires. Ce nouvel espace de bataille superpose les combats classiques sur terre, dans les airs et sur les mers et les domaines immatériels de brouillage (cyber, espace et environnement informationnel). Les États actuels ne sont plus à mesure de faire face

aux conflits asymétriques d'aujourd'hui et seront encore incapables d'anticiper des menaces hybrides de demain, où les acteurs non-étatiques qu'ils combattent ont accès à la technologie (GPS, armes cyber, drones, systèmes autonomes, intelligence artificielle, armes chimiques et bactériologiques). L'État fédéral continental, avec une nouvelle génération d'officiers militaires et de sécurité douée du numérique et dotée des capacités opérationnelles innovantes non-conventionnelles, est le seul capable de répondre à ces défis.

L'Ukraine subit une guerre horizontale. L'Afrique sera victime d'une guerre verticale liée à la compétition féroce des puissances pour contrôler ses énormes ressources stratégiques. Cette situation est facilitée par sa configuration socio-ethnique interne des pays issus de la formation artificielle par la conférence de Berlin. L'effondrement du continent sera beaucoup plus rapide que le changement de mentalité politique, nécessaire pour cerner les défis et les menaces diverses. Le seul secteur stratégique qui ne sera pas touché est l'exploitation illégale des matières premières. Le seul salut viendra de la construction de l'État fédéral continental avec des institutions fortes capables d'impulser la préservation de la paix et la sécurité, d'assurer la souveraineté économique, industrielle, alimentaire et pharmaceutique, de défendre l'intérêt du continent sur la scène internationale et d'assumer un rôle dans la gouvernance mondiale.

Recomposition géopolitique du Monde sous le regard impuissant de l'Afrique **Cinquième contribution de l'Institut Mandela**

« L'avenir du monde sera défini en Afrique », Antony Blinken, Secrétaire d'État Américain.

Que ferons-nous demain est sans réponse en Afrique ? On crie que l'Afrique est le continent le plus riche, ça ne rapporte rien du tout au 54 pays insignifiants ! Nous tenons plus à nos petites frontières qu'à la solidarité continentale gagnante. L'élite politique et intellectuelle africaine continue de préparer les peuples à vivre dans un monde qui n'existe pas. L'Afrique de 54 micro-États est illogique stratégiquement, politiquement, économiquement et culturellement, car elle n'existe pas sur l'échiquier mondial. « La pire forme d'absurdité est d'accepter le monde tel qu'il est, et de ne pas lutter pour un monde tel qu'il devrait être », Jacques Brel. Les puissances sont dans une stratégie de neutralisation réciproque sur le continent et tous les moyens sont bons pour y parvenir y compris sans les Africains. Une mutation géopolitique sur le continent s'impose maintenant ! Sinon les générations futures en feront leur tâche ardente pour maîtriser pleinement leur projection dans le futur, en se servant du véhicule approprié de leur culture.

Dans un contexte de reconfiguration géopolitique de la planète, il semble que l'émergence du nouvel ordre mondial est inévitable. Aucune force militaire et politique ne peut arrêter ce processus de changement mondial. Et, vraisemblablement, l'Afrique est au centre des enjeux géostratégiques des puissances, à cause de ses énormes ressources qui font leur puissance. La Ministre de la Défense espagnole a déclaré le 25 mai 2022 que « la présence russe en Afrique implique des menaces pour la sécurité de l'Europe et qu'il va falloir que l'OTAN intervienne en Afrique notamment au Mali pour contrecarrer l'avancée russe ». Contrecarrer l'influence de la Russie et de la Chine en Afrique est une politique clairement affichée et assumée par l'Occident. Et pourtant, la Chine et la Russie sont de plus en plus présentes sur le continent africain, car certains pays cherchent des alternatives à la tutelle occidentale dont ils veulent s'émanciper à tout prix. Dans un environnement aussi incertain, où les rapports de force et alliances se recomposent sur le plan international, notre continent doit changer de logiciel

politique et visionnaire pour espérer jouer un rôle nécessaire dans cette dynamique à venir. L'Afrique devrait rester à l'écart des rivalités géostratégiques des puissances et se concentrer à la construction des outils d'indépendance stratégique, pour mettre de l'ordre en son sein, afin d'éviter des surprises dangereuses et défendre ses intérêts. Le continent est confronté à une dizaine de défis existentiels et il manque une dizaine de dirigeants visionnaires volontaires pour en faire face efficacement. « Nous préférons la pauvreté dans la liberté à l'opulence dans l'esclavage » (Ahmed Sékou Touré). L'Intelligentsia africaine, qui maintient le peuple dans la pauvreté, l'ignorance et le dénuement total pour sa seule jouissance et ses privilèges, doit repenser et s'inspirer de cette philosophie sékoutourienne pour devenir totalement indépendante et relancer l'économie vers la résilience sociale, politique et sécuritaire. Il est temps de changer le niveau de conscience des jeunes pour construire une Afrique du 21^{ème} siècle de savoir, de prévoir, d'agir, d'anticipation et d'actions.

Le Philosophe Emmanuel Kant disait que « le seul être connu, c'est le phénomène » et donc pour lui, l'existence ne peut être établie que par l'expérience et non par la logique ou la théorie. La guerre en Ukraine nous fait vivre des phénomènes nouveaux qui changent complètement les logiques des relations internationales théorisées après la 2^{ème} guerre mondiale, avec la création de l'ONU. Avec la crise énergétique et alimentaire provoquée par le conflit en Ukraine, le monde subit des mutations géopolitiques et géostratégiques accélérées. L'incapacité de projection et le manque de prévoyance stratégique des élites africaines font que le continent subit sans réagir, tous les dommages collatéraux de toutes les perturbations internationales. Actuellement, l'Afrique est une victime collatérale sur le plan économique et social de la guerre en Ukraine : le manque cruel des céréales, par exemple, est en passe de provoquer la famine et son cortège d'horreur.

Les penseurs misent sur l'émergence d'un monde multipolaire. Les trois pôles se dégagent aisément : le pôle politico-militaire occidental autour des USA et de l'Europe, le pôle Eurasie autour de Russie -Chine et Iran et dans une moindre mesure le pôle économique latino-américain autour du Brésil. Malgré leurs richesses stratégiques, l'Afrique et le Moyen-Orient sont deux espaces absents de cette restructuration mondiale et ne représentent que des désillusions nationalistes de souveraineté étriquée. La constitution des blocs et alliances stratégiques et sécuritaires en Asie-Pacifique et au Moyen-Orient vise à contrarier les influences chinoise, russe et iranienne. Il s'agit des blocs AUKUS (alliance de défense formée par l'Australie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis), QUAD (alliance de sécurité des Etats-Unis, de l'Australie, du Japon et de l'Inde) et QUAD-2 (alliance géopolitique, sécuritaire et économique d'Israël, de l'Inde, des Emirats Arabes Unis et des Etats-Unis). Un projet de regroupement du Moyen-Orient sur la base des six monarchies du Golfe Persique et de leur organisation régionale avec le Conseil de Coopération des Etats arabes est hautement probable. On constate un vide africain dans ce mouvement qui remodèle la planète en bloc de puissance. L'Afrique doit éviter de subir le « piège de Thucydide » (Graham Allison) à l'envers, à cause de ce nouvel ordre qui tendrait à couper le monde en deux blocs hermétiques jamais connus à l'époque de la guerre froide. A défaut de se constituer en pôle puissant, le continent a une occasion de s'adapter et de s'intégrer progressivement aux nouvelles règles géopolitiques de la multipolarité pour ne pas payer les frais de la bataille entre les défenseurs de l'unipolarité et les partisans de l'avènement de l'ère multipolaire. Ce processus de transformation stratégique exige la fin de la délégation de la souveraineté et de la sécurité des pays africains. C'est à ces conditions que l'Afrique pourra jouer un rôle dans l'avenir du monde, où les modèles basés sur la compétition cèdent la place aux modèles basés sur la coopération.

La course pour contrôler le Nouveau Monde est lancée à grande vitesse. Le système international vit un moment de transformation qui bascule vers des puissances eurasiatiques malgré des disparités, rivalités et des désaccords entre elles. La Chine, la Russie et l'Iran comptent organiser des exercices navals conjoints au large de l'Amérique latine et dans les Caraïbes en août 2022. S'agit-il des manœuvres classiques d'entraînement ? Ou bien d'une démonstration de force dans « l'arrière-cour » des Etats-Unis ? Cela conforte l'idée d'assurer la sécurité globale de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) et son ambition de peser sur les grandes affaires internationales en qualité de pôle eurasiatique. « Le 24 février marque la fin d'un monde unipolaire et la préférence d'un monde multipolaire dans un contexte d'un changement radical du système de sécurité mondial et régional. Cela crée des conditions réelles pour le développement d'Etats souverains » (Discours de Sergueï Choïgou, Ministre russe de la Défense, 16 août 2022). Sur le plan international, la formation de grands blocs économiques (OCS, BRICS, UEE...) se manifeste aisément. Le pôle dirigé par la Russie et la Chine est en train de mettre en place de nouveaux instruments de gouvernance économique mondiale qui vont concurrencer ceux qui ont été mis en place par les institutions de Breton Wood (FMI, BM...). Si cela ne se passe pas en douceur, ça peut déclencher une déflagration économique avec des effets en cascade voire un cataclysme pour toute la planète puisque le désenchevêtrement des économies occidentales avec celles du reste du monde n'est pas net. Les BRICS s'activent sur les plans financier, commercial, logistique et idéologique pour former une couche émergente de polarisation internationale avec le projet de création d'une monnaie commune utilisée pour les réserves des Etats, avec un système propre de paiement, pour contourner des sanctions économiques unilatérales. Avec le sommet du 23 juin 2022 sur le thème « Dialogue de haut niveau sur le développement mondial », les BRICS y ont invité certains pays émergents comme l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Egypte, les Emirats Arabes Unis, l'Indonésie, l'Iran, le Kazakhstan, le Nigeria, le Sénégal et la Thaïlande, comme éventuels nouveaux membres avec une idée de développer un multilatéralisme pour le développement mondial des infrastructures, la coopération économique et l'amélioration de la gouvernance mondiale. L'Iran et l'Argentine ont exprimé le désir d'intégrer les BRICS. L'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Indonésie et peut-être la Turquie pensent rejoindre la coalition BRICS. Cet élargissement va créer un clivage énergétique et économique mondial et représentera plus de la moitié de la population mondiale et plus d'un quart du PIB de la planète. Cela augmentera certainement l'influence du concept BRICS+ dans le monde et renforcera cette quête de l'émergence d'un nouveau multi-pôle comme alternative coopérative au bloc occidental, dirigé par les Etats-Unis. Avec l'intégration progressive des pays asiatiques à l'OTAN (Japon, Corée du Sud, Indonésie), l'ambition de Washington est de garder le contrôle mondial. Avec le thème : « Progresser vers un monde équitable », le Sommet du G7 de juin 2022 à Elmau en Allemagne veut garder la main sur les affaires du monde. Le G7 veut investir 600 milliards de dollars d'ici 2027 dans un projet mondial d'infrastructures. Ce vaste programme d'investissements à destination des pays en développement est une proposition stratégique de Washington pour répondre aux immenses chantiers financés par la Chine. La participation à ce G7 de l'Indonésie, l'Inde, l'Union Africaine, l'Afrique du Sud et l'Argentine, vise à forger des réponses communes aux défis mondiaux et africains qui ont un impact sur la vie des citoyens. Pour les Etats-Unis, l'avenir du monde sera déterminé en grande partie par l'Afrique. La stratégie américaine sur le continent s'inscrit dans un package de partenariats stratégiques sur les questions sanitaires, climatiques, technologiques, économiques et sécuritaires pour changer la vie des populations. Cette coopération intelligente stipule que les échanges internationaux et le commerce avec une Afrique plus développée apporteront plus d'avantages que l'assistanat sans perspective.

La structure des micros Etats africains est économiquement peu rentable, militairement inefficace, diplomatiquement inexistante et politiquement suicidaire. Sa promotion est un non-sens stratégique et politique qui a caractérisé l'échec faramineux de la décolonisation dont les grands thèmes d'égalité et de libération n'ont pas pu réaliser le stade ultime du panafricanisme d'unir le continent. Sans entrer dans le débat sur l'existence ou pas de l'Etat en Afrique de deux écoles westphalienne (Etat Westphalien) et africaniste (Etat rhizome), car c'est un fait juridique, il est primordial de souligner la volonté de la jeunesse africaine qui souhaite le fédéralisme continental, pour assurer les fonctions d'indépendance stratégique. Ce processus interne de construction sociologique volontaire des institutions continentales va résoudre la question de légitimité des États issus des traces coloniales et de balkanisation de l'Afrique. Et d'ailleurs, l'historicité des royaumes et des empires puissants en Afrique sont bien connus. Il reste à les documenter sérieusement, les enseigner à la nouvelle génération consciente et à les vulgariser dans la nouvelle approche de construction continentale. Les Empires du Mandé, du Ghana, du Maasina et Songhaï, le Royaume de Ségou, le Royaume et Etats Mossi, la puissance militaire des Amazones du Bénin, le génie militaire de la Reine Nzinga d'Angola, le génie militaire du stratège Shaka Zulu avec la doctrine de défense et une stratégie offensive « en tête de buffle », les stratégies militaires des Rois redoutables des Grands Lacs, sont autant des références historiquement glorieuses pour la nouvelle génération. La résistance héroïque et victorieuse des Empereurs d'Ethiopie sur l'Italie coloniale par l'Empereur Menelik II à la bataille d'Adoua et celle de l'Italie fasciste de Mossolini par l'Empereur Hailé Sélassié Ier à la bataille d'Assosa, a épargné la colonisation de l'Ethiopie pour en faire le symbole du maintien d'une indépendance africaine face au colonialisme européen. Cette indépendance a été concrétisée par l'admission de l'Éthiopie à la Société des Nations (SDN) en 1923 et l'entrée à l'ONU dès sa fondation.

Les soldats ethiopiens avec leurs lions de guerre dans les années 1800. Ils partaient en guerre avec leurs lions, leurs guépards, leurs insectes de guerre comme certaines abeilles venimeuses.



Les Empires et les Royaumes ont réussi à créer des cultures très anciennes et profondes, respectueuses de la nature, du sacré et de la vie humaine produisant des codes de conduite et

des personnes pacifiques. Par exemple, la Charte du Kurukan Fuga avait des grands principes d'organisation sociale, de droits humains, d'amour de l'être humain, de préservation de la nature, de liberté d'expression et de conscience, de justice, de médiation et de gestion des conflits. Elle a posé les fondements devant régir la vie du grand peuple manding dans toutes ses composantes et sur tous les aspects : organisationnel, économique, culturel, juridique, environnemental, etc. En réprimant ces pratiques indigènes, la colonisation a détruit l'Afrique en utilisant la fragmentation des peuples, la religion, l'éducation et la terreur. Les frontières géographiques imposées pour des raisons économiques et politiques sont devenues depuis des réalités immuables et sources des conflits.

Malgré tous les hypothèses et constats stipulant que la gouvernance démocratique a eu du mal à tenir dans la plupart des pays africains, les traces de la démocratie debout ou sous le baobab avec des principes (liberté, solidarité, égalité, vote, choix libre) sont très nombreuses et partout en Afrique. Les préférences, les valeurs et les croyances enracinées tendent à informer et démontrer les pratiques et les politiques à travers lesquelles la démocratie était pratiquée presque dans toutes les régions africaines. Elle était une source de fierté, de sécurité et de prospérité collective. Nous avons adopté un idéal politique qui ne correspond pas à la civilisation africaine. La Charte du Manding et le modèle éducatif de la Reine Nana Asma'u (1792 – 1865) donnent la vision de la solidarité et de l'hospitalité traditionnelles qui étaient au service de la paix, de la prospérité et de la puissance collective. Dans cette philosophie partagée, l'individu n'existait qu'à travers la communauté restreinte (appartenance) et élargie (territoire). Les droits et libertés se concevaient alors sous la forme d'une pyramide :

- A la base : les interdits et tabous respectés par tout le monde (une personne, qui transgresse ou pose un acte contraire, quitte le village pour demander l'hospitalité ailleurs) ;
- Au milieu : les droits communs de l'ensemble de la communauté pour vivre en bonne intelligence ;
- Au sommet : les droits différentiels pour les enfants, les femmes et les hommes, notamment pour l'éducation et la succession.

En édictant les règles et les rapports, les tabous et les interdits sont à la racine des préceptes du système moral et pénal de l'humanité et de l'immense tradition politique basée sur le concept de Maât ou d'Ubuntu. La conception juridique pyramidale repose sur l'esprit de la loi, de la vérité, de la solidarité et de la justice de la Maât qui reflète l'ordre sacré de la vie et l'harmonie de la nature pour bâtir une société paisible, où les hommes, les idées, les biens circulaient librement. L'exemple parfait de ces conceptions pyramidales et totémiques est le Mali : c'est une ancienne terre de civilisation, de puissance et de richesse aurifère. Les grands empires mandingues, les grands savants avec les Traités d'astrologie du 14ème siècle, la plus ancienne université du monde, la plus ancienne constitution du monde (la charte mandingue) garantissaient les droits humains, l'économie vivable, le savoir, la paix et la sécurité de tous. Qu'est-ce qu'il s'est passé pour que la lumière du monde devienne l'objet de pitié du monde actuellement ? La razzia, l'esclavage, la colonisation, la dilution des alliances spirituelles traditionnelles du sacré ou des choses cachées, les traces rectilignes des frontières et la perte de repères identitaires sont passés par là pour détruire une civilisation paisible et prospère en la transformant en une culture conflictuelle et pauvre.

La probabilité d'une nouvelle ère géopolitique et d'une nouvelle guerre chaude mondiale est inévitable avec de féroces batailles en Afrique qui va s'exposer à la formule « confusion-désordre- chaos ». Faut-il avoir peur de cette nouvelle guerre chaude, dont le continent est l'un

des théâtres importants ? L'Afrique vit la tragédie de la division coloniale et de la lutte sans merci pour le pouvoir sans projet de société. Cette fracture augmente les vulnérabilités et les fragilités exploitables par n'importe quel ennemi. Dans cette perspective, la stabilité, la paix et la gestion de richesse de la République Démocratique du Congo (RDC) et de la Libye seront un indicateur de l'intelligence stratégique panafricaine. Ces deux pays constituent des foyers de conflits du nouvel ordre mondial qui va déterminer l'avenir du continent. Cette situation ne montre que la tragédie du vide étatique qui n'a aucune puissance publique pour se protéger des dangers destructeurs (protestations, troubles, émeutes, soulèvements, conflits anarchiques) et géostratégiques. Nous devons travailler pour une réémergence traditionnelle, stratégique et géopolitique de l'Afrique. Dans cette perspective, repenser la gouvernance africaine pour résister à l'esprit de division, de dépendance et de domination devient un enjeu vital pour les Africains. Les deux conceptions de la construction de l'Afrique par le haut (institutions fédérales) et par le bas (régionalisation renforcée) se rejoignent à l'horizon pour espérer de compter dans le monde qui vient. Les partisans de la construction concentrique par le bas dessinent une Afrique des régions puissantes : le pôle Afrique de l'Ouest aura comme moteur le Nigéria, l'Afrique Australe aura comme chef de file l'Afrique du Sud, l'Afrique Centrale se regroupera autour d'une RDC débarrassée de ses rébellions et de leurs parrains extérieurs, l'Afrique de l'Est sera polarisée par l'Éthiopie et l'Afrique du Nord par l'Égypte. Les pôles ne seront pas des unions organiques, mais des espaces d'intégration avec des objectifs stratégiques et de communauté de destin commun pour réaliser des grands projets régionaux de connexion continentale. Chaque pôle dispose de toutes les ressources naturelles et humaines en plus d'un marché intérieur important. Des structures de formation et de recherche très performantes et des forces armées puissantes devront compléter le défi d'intégration forte et opérationnelle. C'est un cadre idéal pour construire des infrastructures régionales dans une vision de connectivité infrastructurelle des régions voisines. Cette connectivité des infrastructures des régions rendra opérationnelles la communication continentale, la circulation des biens et l'effectivité de la ZLECAf. La création des *standby brigades* régionales, doit être une occasion pour l'Afrique de réaffirmer sa volonté de mutualiser les moyens de défense continentale. Ainsi naît l'embryon de la fédération continentale à matérialiser par la transformation de l'institutionnalisation. A ce stade ultime, cette conception rejoint celle des partisans de la construction par le haut qui prône l'idée de l'Etat fédéral avec des institutions étatiques et politiques.



Carte vue sur Facebook préfigurant le futur de l'Afrique (Auteur inconnu).

Le défi de la fédération doit refléter un souci de survie au lieu de n'être qu'une option du panafricanisme prêchée parfois sans conviction. L'Afrique manque d'ambition et de volonté de puissance. Cela pose le problème de perception des réalités faites des rapports de force. Le système politique doit changer de logiciel d'absence totale d'anticipation sur les questions de souveraineté nécessitant la vision d'un État stratège en lieu et place d'une dépendance extérieure. Vu l'ensemble des menaces qui pèsent sur le continent, il est urgent de décider vite en faveur de la forme politique et juridique de l'État continental. Le fédéralisme intégral, de type américain, est la seule option possible de gouvernance salvatrice en quête d'égalité et de dignité. À cet égard, il serait intéressant de combiner les références classiques d'Athènes la démocratique, de Rome la républicaine et de Sparte la militaire pour refonder un État respectable dans la droite ligne de l'Empire du Mali de Soundiata Keïta et du Royaume Zulu d'Afrique australe. La volonté d'africaniser les systèmes politiques et économiques est la seule garantie de survie du continent. La consolidation des grands ensembles régionaux cohérents, la réalisation du fédéralisme intégral et l'esprit du panafricanisme des outils constituent ainsi de véritables leviers de développement vivable pour une Afrique puissante et actrice du village planétaire. Dans cette vision stratégique, les dirigeants politiques africains devront se débarrasser du machiavélisme primaire de faux « contrat social » pour s'approprier

l'art politique de dignité démocratique, de gouvernance inclusive et de puissance populaire. Ils n'ont plus le droit de faire l'économie d'une fédération panafricaine car c'est une erreur stratégique et suicidaire. La gouvernance par division n'a pas d'autres desseins que la ruine collective. **Une nouvelle gouvernance s'impose avec force pour réinventer l'Afrique solidaire politiquement, indépendante économiquement et souveraine stratégiquement pour redéfinir ses rapports avec le monde.**

L'Afrique est menacée d'implosion par le terrorisme et les conflits asymétriques. Quel chemin prendre pour sortir de cette situation explosive ? Nous devons retrouver notre spiritualité ancestrale qui pose les fondements d'une éducation initiatique, d'un système de société paisible, d'un système de prospérité commune, d'une refondation de nos Etats et d'une architecture de sécurité collective. Ainsi, le lègue de la colonisation deviendra obsolète face aux valeurs traditionnelles telles que la « vie est sacrée », le respect de la nature et des humains, le partage et la puissance collective. Nos grands-parents se sont battus pour l'indépendance juridique des petits Etats. Nous devons nous battre pour l'indépendance stratégique avec des institutions fédérales de solidarité, de science et de justice. La priorité c'est de créer l'unité continentale des Peuples africains dans un Etat fédéral qui revient sur le principe de l'intangibilité des frontières pour créer d'une manière ordonnée des pays à taille humaine qui épousent les contours historiques des peuples. L'essentiel c'est de commencer par réaliser l'unité des peuples en Etat fédéral, l'indépendance et la puissance de l'ensemble suivront absolument. Il est illogique et impensable de continuer à fonctionner avec un système de gouvernance mondiale, établi pendant la période coloniale qui n'accordait aucune place à l'Afrique occupée.

Le monde unipolaire était prévisible avec des décisions prises à Washington. Les paramètres d'un nouvel ordre multipolaire ne sont pas encore définis et feront l'objet de sérieux litiges et conflits imprévisibles entre les différents centres de force en compétition. Dans cette logique, le conflit armé de haute intensité entre la Chine et Taïwan est hautement probable à court terme. Nous sommes dans un processus turbulent de changement tectonique dans la géopolitique mondiale avec des mutations diplomatiques, économiques, technologiques et militaires inexorables. Les institutions internationales actuelles sont défailtantes pour garantir des équilibres et la sécurité collective dans un contexte de risques et de menaces des intérêts vitaux. Le désir d'une meilleure représentation dans les institutions de gouvernance mondiale s'exprime fortement pour réclamer le multilatéralisme comme alternative à un ordre mondial hégémonique. Cela s'est concrétisé par l'abstention de certains pays lors du vote sur la résolution de l'ONU qui condamnait la Russie pour le conflit en Ukraine. L'Afrique n'a pas voulu se mêler de bagarre par laquelle elle n'a pas d'intérêt. Ce dépassement du stade de négation de la capacité d'inventer le monde par un alignement forcé et une diplomatie de mendicité doit s'accompagner par une volonté de fabrication d'agenda et de l'ordre du monde. Sur cette base, de nouveaux concepts stratégiques s'imposent pour nommer des changements capables d'affecter l'équilibre et la gestion du monde en matière de développement économique, du système financier et du marché international. Dans cette nouvelle configuration, la seule solution qui reste à l'Afrique, c'est l'intégration économique et politique continentale avec une monnaie commune.

Recommandations

- L'émergence du Nouvel Ordre Mondial (NOM) fait basculer le monde dans une période d'incertitude géopolitique et d'affrontement géostratégique qui va augmenter la convoitise des ressources stratégiques, pour maintenir la puissance industrielle et son corollaire de déstabilisation anarchique. Cette menace reste possible. Cela oblige l'Afrique à anticiper les phénomènes de chaos par la gestion stratégique :

- a) de l'extension et de la multiplication des foyers terroristes ;
- b) de la manipulation des rivalités ethniques pour attiser les violences et conflits locaux meurtriers ;
- c) des conséquences de réduire les coopérations internationales à la rivalité et confrontation des grandes puissances pour contrôler ses ressources.

- L'Afrique est le continent le plus désuni et le plus divisé du monde avec 54 micros Etats caractérisés par des impuissances et déficits stratégiques. Repenser la légitimité de l'Etat Africain à l'ère de la gouvernance globale et stratégique avec l'émergence des pôles de puissance impose la conception de l'Etat fédéral de type américain avec une démocratie hybride de type suisse mélangé des éléments démocratiques des royaumes et empires africains connus. Le temps des micros Etats est révolu. Il est temps de mettre de côté des intérêts égoïstes pour privilégier le chemin de gouvernance au service du peuple et de la protection collective. Le grand défi du moment est de s'unir pour rassembler nos forces vers un objectif commun : créer l'Etat fédéral africain et réintroduire les valeurs démocratiques ancestrales pour faire face à l'avènement d'un monde multipolaire et porteur des dangers imprévisibles.

- En attendant la matérialité juridique de l'Etat fédéral, la mutualisation des moyens de la défense collective devient urgente avec la création avant 2030, d'un Ministère Fédéral de la Défense avec les structures hiérarchiques de commandement : Etat-major Général (Commandement stratégique), Etats-majors régionaux (transformation des Forces africaines en Attente (FAA) en commandement tactique) et Etats-majors nationaux (commandement opérationnel).

- L'Afrique doit exiger un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour défendre l'intérêt de 54 Etats sous peine de quitter cette organisation créée sans elle pendant la colonisation. Le pays qui assure la présidence tournante de l'Union Africaine occupera ce siège à New York. L'octroi d'un siège à l'UA au sein du G20 est un bon début, bien que non suffisant pour rééquilibrer la gouvernance mondiale.

- L'influence de Moscou et de Kiev sur l'Afrique à travers le déficit céréalier avec son corollaire de famine est révélatrice d'un manque de vision productive agricole et industrielle pour un continent qui possède 60% des terres arables non cultivées (600 millions d'hectares) au monde et qui importe 80 % de produits alimentaires (selon la FAO). Le risque de pénurie alimentaire est porteur d'une crise sévère. La hausse des prix des denrées alimentaires pourra déclencher les émeutes de la faim et des manifestations contre les pouvoirs en Afrique, à l'image de ce qui s'est passé au Soudan. Le risque de troubles civils est considérable. Ces dernières pourront se transformer en révolution ou faciliter des coups d'Etats dans certains pays fragiles. L'achat massif de terres agricoles africaines par des étrangers est une bombe à retardement et un crime contre les ancêtres. Et ces risques s'accompagneront des menaces socio-économiques associées, notamment la hausse du chômage, de la pauvreté et de la criminalité. Nous exhortons les États africains à ne pas céder leurs terres arables à des pays tiers ou à des étrangers. La dépendance alimentaire de l'Afrique est incompréhensible pour les populations. Nous appelons les gouvernements africains à présenter en urgence un plan national crédible d'autosuffisance et de sécurité alimentaire avant 2025, pour réduire significativement la dépendance alimentaire et promouvoir la production agricole. Cette

vision d'assurer l'autonomie, l'autosuffisance et la sécurité alimentaire doit être la boussole des gouvernements africains pour satisfaire leurs besoins nationaux.

- L'Afrique doit arrêter d'être le laboratoire des politiques ultralibérales du FMI (Plan d'Ajustement Structurel (PAS), Reformes avec privatisation) et des Organisations Internationales très néfastes qui affaiblissent l'Etat, augmentent la pauvreté et favorisent l'enrichissement des entreprises multinationales. La diplomatie de mendicité est incompatible avec l'esprit de puissance et d'influence. Le vrai défi est de cesser de penser par procuration et d'être manipulé quand on prend des décisions de souverainetés. Le formatage est l'ennemi de l'innovation du pouvoir et de la créativité. Le progrès, il faut le penser avec notre propre paradigme et refuser les réformes imposées par les structures internationales. Voilà l'exemple type d'une réflexion imposée par procuration : le développement durable repris en chœur par tout le monde n'a pas de sens pour un Africain qui a besoin de développement vivable.

- Prévenir l'instrumentalisation du fait ethnique en enseignant et réexaminant les causes de guerres interethniques et tribales pour gérer efficacement l'ingénierie ethnique et linguistique, basée sur une fausse idée de supériorité artificielle qui justifie la qualification erronée des sauvages qui s'entre-tuent et qui cachent le projet de détruire les peuples et les organisations sociales. A l'intelligence négative des forces de l'ombre, nous devons opposer une intelligence collective positive du vivre ensemble dans un Etat fédéral.

- La sécurité précède la souveraineté et le développement. La ZLECAf est une excellente idée dont l'effectivité est très difficile, du point de vue économique (manque d'infrastructures de communication continentale) et sécuritaire (continent divisé en quatre zones par deux axes terroristes en communication et échange des combattants). Les discours sur la forte croissance, le commerce intra-africain, les investissements et le développement des affaires n'a de sens que si la sécurité est assurée partout en Afrique. Nous exhortons les pays à s'atteler à cette tâche de restauration de la sécurité nationale et continentale pour donner une chance au développement.

- D'ici 2050, 1 personne sur 4 sur terre sera africaine. Cela propulse notre continent au rang de force géopolitique majeure pour façonner l'avenir du monde. Mais notre étroitesse de pensée collective le maintient au stade de néant géostratégique.

- Nous appelons les dirigeants africains à sortir de la dialectique réaction-révolution pour privilégier une vision prospective de bâtir un Etat africain du 21ème siècle, avec une entité de gouvernance institutionnelle et stratégique, capable de faire face aux défis existentiels :

1. Défense collective et sécurité publique pour vaincre le terrorisme, les conflictogènes et l'insécurité,

2. Autonomie économique et sécurité alimentaire,

3. Indépendance stratégique et positionnement géopolitique pour maîtriser la stratégie de pression dans une dynamique d'enjeux et de jeux sans règles humanitaires.

- À tous les niveaux de la société, les Africains sont le problème de l'Afrique. Les fraudes en bas de l'échelle, la corruption, le pillage et la malhonnêteté aux échelons supérieurs empêchent le décollage du continent. Les étrangers connaissent bien cette faiblesse et viennent se servir de nos ressources naturelles en échange de quelques miettes pour les dirigeants au détriment du développement collectif. Ces comportements sont incompatibles avec l'avenir, car ils tuent l'évolution positive de l'Afrique. « Donnez au pays un repère », disait le Pr Albert Tévoedjré. La haute direction des pays doit bannir la malhonnêteté tant dans le secteur public que privé. Le plus grand défi est de former une génération honnête tant au gouvernement que dans le secteur privé pour faire face au monde qui vient.

- L'émergence d'une nouvelle Jeune Elite Politique et Scientifique africaine est nécessaire pour repenser les fragilités et les priorités du continent, afin de répondre avec responsabilité aux défis du changement de paradigme géostratégique et de l'émergence du nouvel ordre

mondial. Gouvernants et Jeunes Africains doivent dans une considération mutuelle, travailler à construire, maintenir et nourrir un dialogue constructif permanent, gage d'un épanouissement des peuples et d'une relève méritocratique préparée.

- Tous les Sommets Afrique-X (Afrique-France, Japon-Afrique, Chine-Afrique, Inde-Afrique, USA-Afrique, Russie-Afrique, Turquie-Afrique, Brésil-Afrique, UE-UA,...) n'ont pas d'importance stratégique majeure. Quelle logique peut-elle expliquer que 54 Chefs d'Etat et de Gouvernements se déplacent pour aller voir un seul Chef d'Etat ou de Gouvernement ? Quels sont les apports visibles de ces sommets pour le développement des pays, notamment ceux de l'Afrique ? Tout le monde vient chercher des opportunités en Afrique. Pourquoi les Africains vont-ils chercher des opportunités dans les Sommets qui se tiennent ailleurs ? Il est temps que tous les Sommets bilatéraux ou multilatéraux se tiennent à Addis-Abeba au siège de l'UA en marge des Sommets ordinaires de l'Institution continentale de janvier et juillet. Cela permettra d'économiser le temps et l'argent des contribuables. Un diplomate américain se posait la question sur la réalité et l'efficacité du travail d'un ministre de l'économie d'un pays d'Afrique de l'Ouest qui passait en moyenne 4 jours chaque semaine en mission extérieure. Les délégations pléthoriques et budgétivores des pays africains passent beaucoup de temps dans les sommets internationaux qu'au travail dans leur pays. Comment voulez-vous que les pays et le continent se développent avec une telle asymétrie ? Quel est le bénéfice réel de ces sommets ? Il serait plus utile pour le continent, que chaque délégation justifie économiquement l'intérêt de son pays à participer à tel ou tel sommet. C'est ce que le Président tanzanien, feu Magufuli, avait décidé et appliqué avec succès indéniable dans son pays. Chaque fonctionnaire devait justifier l'intérêt de la mission pour la Tanzanie. Cette règle de bonne gouvernance s'appliquait à lui-même, car les quelques rares voyages officiels qu'il a effectués, ont été faits en Afrique et en classe économique sur les lignes régulières. Pendant six ans de règne, il n'a jamais quitté l'Afrique. Ces mesures d'effectuer uniquement des missions essentielles ont permis à la Tanzanie d'économiser chaque année plus de 500 millions de dollars américains sur le budget de mission ; et cette somme a été affectée aux programmes socioéconomiques qui ont contribué à propulser ce pays au rang de dixième puissance économique africaine. C'est sur cette philosophie de bonne gestion des deniers publics au service des intérêts de la nation qu'on peut recommander la pérennisation des sommets utiles pour le développement vivable de l'Afrique. L'intérêt économique et commercial solide doit justifier l'attraction et la participation au sommet.

- La pandémie de Covid-19 a révélé au grand jour les problèmes de production et de la chaîne d'approvisionnement de l'Afrique qui vont persister car le système international est perturbé par la compétition des puissances pour contrôler le monde. La régionalisation de la production avec la spécialisation des productions agricoles et industrielles au niveau des pays et de la chaîne d'approvisionnement avec des infrastructures modernes est hautement recommandée pour la stabilité économique dans un contexte d'augmentation des conflits géostratégiques. Les modèles productifs localisés et les réseaux commerciaux, bien intégrés au sein des CER, seront la clé de la survie aux événements des crises à répétition et du développement du continent.

- Avec le nouvel ordre mondial, nous sommes à la croisée des chemins, où nous allons vivre une bonne opportunité de libérer l'Afrique de toute influence extérieure. Nous n'allons pas davantage léguer à nos enfants et petits enfants, les mêmes difficultés et des chaînes héritées de cet ensemble de maux qui nous obligent à vivre misérablement. C'est une occasion offerte à l'élite et aux dirigeants africains, de se débarrasser de ces chaînes mentales, entre autres, pour embrasser la pensée infinie qui permettrait de définir un futur africain de dignité et de puissance sur la scène mondiale.

Conclusion

« Plus l'effondrement d'un empire est proche, plus ses lois sont folles » (Marcus Tullius Cicero, -106 av JC -43 av JC). Nous entrons dans un monde de forte turbulence. La rivalité entre grandes puissances va s'intensifier et devenir source d'instabilisation (instabilité programmatique). La guerre en Ukraine a déclenché une dynamique du nouvel ordre mondial qui aura certainement deux blocs puissants : Occidental et Eurasie. Les autres technogéopolitiques vont graviter autour de ces deux pôles avec des formules d'alignement ou de non-alignement. L'ordre qui se dessine sera plus équilibré avec un monde interdépendant dominé par les puissances en compétition géostratégique et se départira des idéologies politiques et religieuses avec la montée des extrémismes dans un contexte d'hostilité. Cette structure d'interdépendance est pour le moment dominée par les Etats-Unis, mais pour combien de temps ? L'Afrique sera la clé de ce nouvel ordre mondial en gestation, à condition de définir de bonnes alliances stratégiques et géopolitiques. Nous devons opérer des choix stratégiques dont la vision paradigmatique exige des dirigeants aguerris pour défendre les intérêts de l'Afrique et permettre à celle-ci de faire l'économie de trajectoires hasardeuses porteuses d'instabilités structurelles et sécuritaires.

La rivalité stratégique russe-sino-américaine devrait désormais régir les relations internationales de deux prochaines décennies sur les plans militaire, économique, financier, technologique et idéologique. Cette compétition ne peut se régler que par la démonstration de la force et par la guerre masquée pour défendre des intérêts vitaux. Dans cette guéguerre chaude, la Libye, le Sahel, la Corne de l'Afrique, la RCA, la RDC et le Mozambique sont devenues des terrains de jeux et de rivalités géopolitiques pour l'exploitation des ressources naturelles et stratégiques sans strict respect de la souveraineté des Etats. Et cette conception s'étendra progressivement à toute l'Afrique et surtout au Golfe de Guinée. Le tandem Russe - Chine n'est pas en situation d'exercer un leadership mondial, mais il n'est pas certain que les États-Unis en soient toujours capables en situation de monopole. Cette situation d'incertitude crée l'opportunité pour l'Afrique de sortir de la dépendance économique et de la domination politique pour tracer son propre chemin. Cela passe par la rationalisation et la configuration stratégique des Communautés Economiques Régionales (CER) avec un projet visionnaire vers la fédération continentale. Le défi qui se pose c'est comment transformer la politique de faiblesse en politique d'influence ? Cet enjeu de transformation de la faiblesse en opportunité est incompatible avec l'inaptitude des politiques à créer le changement sans l'accord des maîtres. Il faut se doter d'une culture stratégique qui permet de résoudre l'énigme du changement en dehors des schèmes de pensée de sentiment d'humiliation et de logique de domination. Cela permettra de réinventer le monde fondé sur l'ordre juste avec la conception d'une vraie gouvernance globale qui permettra de neutraliser les pathologies et conflictualités qui se développent dangereusement au Sud. Cette transformation en douceur du monde assurera la survie de tous surtout que les puissants ne gagnent plus aucune guerre. Sinon l'Afrique se fera par la guerre en suivant la maxime bien connue et appliquée que « la naissance se fait dans la souffrance ». C'est le cas des coups d'Etats militaires soutenus actuellement par des mouvements populaires.

Diplomatiquement, politiquement, économiquement et culturellement, l'Afrique n'occupe pas l'espace international. La diplomatie de mendicité oublie souvent l'importance des matières premières en termes de levier géopolitique et d'influence stratégique. Nous sommes depuis longtemps des spectateurs du monde ; et pourtant nous disposons tout pour passer à la phase des acteurs de la marche du monde. « Ce n'est pas la nature qui nous ai défavorable ; c'est notre intelligence collective qui nous fait défaut avec une économie extractive et le favoritisme comme mode de gouvernance qui reproduit des élites déconnectées des réalités socio-économiques et géopolitiques », a-t-il précisé le Dr. Paul Kananura. L'Afrique gagnera dans une orientation d'indépendance stratégique axée sur la multipolarité. Ce choix judicieux n'exige pas l'éloignement de l'axe occidental ni le rapprochement de l'axe eurasiatique : il ne faut surtout pas quitter Paul pour se jeter dans les bras de Pierre. Paul et Pierre sont les faces de la même pièce d'intérêt externe. C'est plutôt une occasion d'intégrer une plateforme internationale multipolaire avec nos exigences pour équilibrer la gouvernance mondiale plus favorable au continent. La vision courttermiste des dirigeants africains n'est plus compatible avec le monde qui vient et qui va produire des distorsions géocriminelles. Il faut veiller à ce que le continent ne fasse pas les frais du nouvel ordre mondial. L'Afrique doit arrêter d'être un gâteau que les Autres viennent manger au détriment des Africains affamés et appauvris par des conflits asymétriques téléguidés. Le Général Mac Arthur expliquait que « *Les Batailles perdues se résument en deux mots : trop tard* ». L'élite politique africaine n'aura plus le temps de regretter demain les décisions d'aujourd'hui.

Dr. Paul KANANURA
Président de l'Institut Mandela



Présentation sommaire de l'Institut Mandela

L'Institut Mandela est une marque déposée, enregistrée sous le n° 174 384 853 et publiée au Bulletin officiel de la Propriété industrielle n° 17/51. C'est un think tank de réflexion de haut niveau ouvert aux décideurs, aux acteurs privés, à la société civile et aux experts. Il se consacre aux missions stratégiques de promotion de l'émergence de l'Afrique et des valeurs de « Société ouverte » et de Paix grâce à une « diplomatie intellectuelle ». Il mène des actions d'expertise et de lobbying pour l'émergence de l'Afrique. Ses propositions sont adressées aux pouvoirs publics, à la communauté internationale, aux acteurs privés et à la société civile pour prendre des décisions visionnaires.

Les fondamentaux de la sécurité stratégique, de l'économie vivable, de la gouvernance inclusive et de la prospective stratégique sont au cœur des actions de l'Institut qui tournent autour de six axes de recherche :

- La sécurité, la paix et le développement vivable ;
- L'émergence de l'Afrique ;
- La géopolitique et géostratégie des matières premières ;
- L'africanisation de la démocratie ;
- Les perspectives de la gouvernance africaine ;
- L'énergie et l'environnement.

Les principales activités de l'Institut Mandela

- Le Cycle des Conférences sur la Gouvernance Sécuritaire et Stratégique en Afrique
- L'Observatoire du Terrorisme en Afrique (OTA)
- L'Indice de Risque Sécuritaire (IRS) pour évaluer la capacité de résistance des Etats africains face aux menaces et terrorisme
- Les Journées Economiques et Consulaires Africaines (JECA)
- Le Forum International des Femmes Leaders
- Le Forum « Dialogue International des Territoires »
- Expertise, Relations publiques, Médiation, Communication stratégique et Surveillance des élections